

## **Un président américain à Paris**

**1919**

**Un président américain à Paris**

*Wilson dans l'hémicycle*

## **Préface**

*Par Bernard Accoyer,  
Président de l'Assemblée nationale*

« La Fayette, nous voici » : la phrase généralement attribuée au général Pershing, et prononcée le 4 juillet 1917 par le colonel Stanton sur la tombe parisienne du « Héros des Deux-Mondes », résume superbement l'idée d'une solidarité franco-américaine dans la défense de la liberté.

C'est pour avoir contribué à l'indépendance des États-Unis que La Fayette, devenu très populaire, joue un rôle si important au début de la Révolution française.

Quand la France à son tour devient une République, l'amitié américaine est recherchée. Sait-on que le drapeau américain flotte dans la salle de séance de la Convention, à côté de celui de Genève et du pavillon tricolore ? Sait-on que les conventionnels ont voté symboliquement l'octroi de la citoyenneté française à George Washington et aux pères fondateurs de l'indépendance ? Sait-on que l'un d'eux, Thomas Paine, rédacteur de la constitution de Pennsylvanie, sera élu député français dans cinq départements ?

Née dans la tourmente révolutionnaire, cette amitié ne se démentira plus, d'autant que de nombreux Français, fuyant les excès de la Terreur, trouvent refuge en Amérique. Certains vont s'y établir durablement : la ville de Gallipolis, dans l'Ohio, cette « cité des Gaulois » fondée par deux anciens députés français, revendique aujourd'hui sa *French touch* avec une certaine fierté. D'autres émigrés politiques reviendront en France, comme Talleyrand, qui s'est embarqué pour Philadelphie en 1794. Son séjour aux États-Unis l'impressionne vivement et c'est fort de cette expérience qu'il consignera, dans ses *Mémoires*,

ce jugement visionnaire : « Du côté de l'Amérique, l'Europe doit toujours avoir les yeux ouverts, et ne fournir aucun prétexte de récrimination ou de représailles. L'Amérique s'accroît chaque jour. Elle deviendra un pouvoir colossal, et un moment doit arriver où, placée vis-à-vis de l'Europe en communication plus facile par le moyen de nouvelles découvertes, elle désirera dire son mot dans nos affaires et y mettre la main. »

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la doctrine Monroe tend à définir des sphères d'influence distinctes : « l'Amérique aux Américains » d'un côté, l'Europe et ses colonies de l'autre. Mais la Grande Guerre change la donne, en portant atteinte au principe de la liberté des mers. En mai 1915, le torpillage du *Lusitania* choque profondément l'opinion américaine ; le 2 avril 1917, les États-Unis déclarent la guerre à l'Allemagne et au mois de juin, le général Pershing arrive en France avec ses troupes.

Cet engagement dans le camp des Alliés ne va pas de soi à l'époque : outre la force du courant pacifiste, il a fallu surmonter l'opposition des nombreux

Américains d'origine allemande. Quant aux descendants d'Irlandais, rien ne les prédispose à combattre aux côtés des soldats britanniques. La grandeur de Wilson est d'avoir dépassé ces considérations particulières pour ancrer clairement son pays dans la défense du droit. Héraut d'une paix durable, garantie par des traités justes et la création d'une Société des nations, il est reçu triomphalement sur le sol français. Le 3 février 1919, il souligne lui-même « l'insigne et extraordinaire honneur » qui lui est fait : reçu dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, il monte à la tribune pour développer sa vision de l'avenir. Quelques mois plus tard, il reçoit le prix Nobel de la Paix.

L'isolationnisme, à partir de 1920, a eu provisoirement raison de cet « idéalisme wilsonien » sur lequel on a trop ironisé : mais la montée de nouveaux périls entraînera sous Roosevelt une nouvelle et décisive intervention américaine, puis la création de l'ONU. La Guerre froide a renforcé le lien transatlantique, donnant définitivement raison à Wilson. Rétrospectivement, il nous paraît même

étonnant que le premier voyage en Europe d'un président américain ne date que de 1919.

Comme toutes les amitiés, celle qui unit la France et les États-Unis a connu ses périodes de tension et ses brouilles passagères. Car l'amitié n'admet pas la tutelle et notre nation a eu raison de veiller à préserver son indépendance. Le général de Gaulle, en particulier, a su faire respecter « une certaine idée de la France », ne confondant pas alliance et allégeance. La construction européenne, en outre, a fait apparaître sur la scène mondiale un nouveau géant, avec lequel la superpuissance américaine doit apprendre à négocier.

C'est en agissant dans le respect mutuel que la France et les États-Unis peuvent affirmer leurs valeurs communes avec le plus de force. Sur l'essentiel en effet, les deux pays ont toujours su se retrouver : l'essentiel, c'est-à-dire la défense de la démocratie, contre l'arbitraire, l'injustice, le totalitarisme sous toutes ses formes et, aujourd'hui, le terrorisme.

La visite du Président Wilson au Palais-Bourbon n'est donc pas seulement un épisode pittoresque et anecdotique : elle a constitué un moment privilégié de

ce dialogue franco-américain qui, commencé entre Beaumarchais et Benjamin Franklin, ne s'est jamais interrompu depuis. À l'heure où la démocratie américaine entre dans une phase nouvelle de son histoire, je forme le vœu que ce dialogue se poursuive et s'intensifie.

## **Wilson dans l'hémicycle**

« Je vais en Europe parce que les gouvernements alliés ne veulent pas que je le fasse », résume lui-même le président américain Woodrow Wilson, dont la décision surprend tout le monde. Annoncé le 18 novembre 1918, une semaine après la signature de l'armistice, son départ pour la France marque une rupture profonde avec la « doctrine Monroe ». Désireux de s'appuyer sur les peuples pour faire triompher son projet de paix en quatorze points, Wilson n'hésite pas à déléguer pendant plusieurs semaines la direction de son pays pour un voyage transatlantique. C'est la première fois qu'un président américain se rend en Europe. Ce sera aussi la première réception d'un chef d'État étranger dans l'hémicycle du Palais-Bourbon.

### **Une visite triomphale**

Wilson arrive à Brest le 13 décembre 1918 à bord du *George-Washington*, salué par les coups de canon

protocolaires de la Marine nationale. Une foule très dense l'accueille triomphalement, sous des banderoles portant l'inscription : « Vive Wilson le juste ! » Le président démocrate a tout particulièrement les faveurs des socialistes et des syndicalistes. « Le passage de Wilson a profondément touché la sentimentalité et l'idéalisme du prolétariat », écrit Marcel Cachin dans *L'Humanité*. « Seul parmi les gouvernants, il a trouvé le langage de la bonne volonté, de l'humanité et de la justice internationale... »

De nombreuses communes baptisent des rues ou des places à son nom. Les municipalités ne font que suivre l'exemple des parlementaires qui, à l'unanimité, ont voté la loi du 2 décembre 1918 par laquelle « les Chambres françaises déclarent : le président Wilson et la nation américaine, les nations alliées et les chefs d'État qui sont à leur tête, ont bien mérité de l'humanité ». L'article 2 précise même que « le texte de la présente loi sera gravé, pour demeurer permanent dans toutes les mairies et dans les écoles de la République ». Après l'épreuve de la Grande Guerre, le « prophète de Washington » n'est pas seulement honoré comme un allié décisif : ses prises de position semblent annoncer une ère nouvelle dans les relations internationales.

### **Une cérémonie sans précédent**

À Londres fin décembre, Wilson revient en France, où il visite les anciens champs de bataille et voit Reims en ruines. Le 18 janvier 1919, il est au Quai d'Orsay pour l'ouverture officielle de la conférence de

la paix. Reçu deux jours plus tard au Sénat pour un grand banquet de deux cent cinquante couverts, il fait son entrée dans l'hémicycle du Palais-Bourbon le lundi 3 février à 17 heures.

« Et cette cérémonie est un précédent inouï dans l'histoire parlementaire », note *L'Illustration* du 8 février 1919. « Un règlement sévère [...] interdit en effet qu'aucun profane ne pénètre dans l'hémicycle où délibèrent les représentants du peuple. Le président de la République lui-même n'y est pas admis. Il possède, à la Chambre, sa tribune réservée, mais c'est pour ses invités. Pour lui, le droit constitutionnel lui interdit de communiquer avec l'assemblée autrement que par messages. Pour que la cérémonie grandiose dont le président des États-Unis fut honoré pût s'accomplir, il a fallu recourir à une fiction : la Chambre, ce jour-là, l'a reçu, mais elle n'a pas siégé. »

Presque tous les députés sont présents, en redingote, partageant l'hémicycle avec quelques collègues sénateurs. Dans les galeries du public, se pressent de nombreuses personnalités de marque : les demandes d'invitation ont été si nombreuses qu'il a fallu procéder à un tirage au sort. Devant les bancs du Gouvernement, trois fauteuils dorés ont été disposés à l'intention du président du Sénat, Antonin Dubost, du président du Conseil, Georges Clemenceau, et du président de la République, Raymond Poincaré.

Dans une salle des séances pavoisée de drapeaux américains et français, l'assistance écoute d'abord le discours de bienvenue prononcé par Paul Deschanel, alors président de la Chambre. « La France aime votre glorieuse patrie comme une sœur. Monsieur le

président des États-Unis, avec monsieur le président de la République française, nous vous demandons de porter à l'Amérique le baiser de la France. » Cette allocution au style fleuri est très applaudie. « Au rappel des victoires américaines, l'assemblée tout entière s'est levée d'un mouvement spontané », rapporte *L'Illustration*.

Précédé d'un diplomate, le président Wilson monte alors à la tribune. « Il est très pâle parce qu'une émotion visible l'étreint. Sa haute stature se dessine dans une sobriété impressionnante. Il parle dans une improvisation coupée de silences en répétant le geste familier du bras droit étendu, comme si là-bas, par delà son rêve, il montrait l'avenir. D'autres fois aussi, il tend vers l'auditoire ses deux mains largement ouvertes comme s'il cherchait à faire descendre sur lui, dans un geste quasi sacerdotal, l'infinie persuasion dont son âme est pleine. »

C'est debout que l'assistance écoute ce long message idéaliste aux accents de prêche, très différent de l'éloquence parlementaire propre à la Troisième République. Le président américain, il faut le préciser, s'exprime en anglais. Poincaré donne le signal des applaudissements, toujours unanimes, mais particulièrement intenses sur les bancs de la gauche lorsque Wilson évoque le projet d'une Société des nations pour garantir la paix.

À peine a-t-il terminé son discours qu'un interprète, le lieutenant Mantoux, lui succède à la tribune ses notes à la main, pour donner la traduction française du discours, elle aussi très applaudie.

La cérémonie terminée, les quatre présidents prennent la tête d'un long cortège qui, sortant par la porte de droite, passe par la salle des Conférences et visite la bibliothèque, avant de se diriger vers l'hôtel de Lassay où une grande réception est organisée. « Il traverse la salle des Pas-Perdus entre une double haie de zouaves à la fourragère rouge. Les tambours battent aux champs, les soldats présentent les armes. On se rend à la galerie des fêtes où les honneurs sont rendus par les gardes républicains en grande tenue : culotte blanche, tunique bleue avec revers rouges. C'est un spectacle éblouissant dans l'étincellement des lustres. »

### **La portée du discours**

L'éclat de cet événement ne doit pas faire oublier les limites du « wilsonisme ». Populaire en Europe, le président américain l'est moins dans son pays, qu'il préside depuis 1912. Deux années de guerre ont accéléré l'usure du pouvoir, si bien que les démocrates viennent de perdre la majorité à la Chambre des représentants comme au Sénat. Le Congrès ne ratifiera pas le traité de Versailles, privant la France des garanties promises par Wilson. Les États-Unis n'adhéreront pas davantage à la Société des nations dont ils ont lancé l'idée, laissant le champ libre aux politiques revanchardes, irrédentistes et expansionnistes. Après Wilson, l'isolationnisme reprendra ses droits outre-Atlantique, jusqu'au nouveau renversement voulu par un autre démocrate, Roosevelt, et hâté par Pearl Harbour.

Il reste que la réception de Wilson au Palais-Bourbon, le 3 février 1919, témoigne de l'optimisme sincère d'un président qui, au nom de la justice et de la paix, veut « faire un monde pour vous dans lequel il fera bon de vivre et au milieu duquel toutes les nations pourront jouir de l'héritage de liberté que la France et l'Amérique et l'Angleterre et l'Italie ont si chèrement payé ».

Parce que cette « réception » n'est pas une séance parlementaire, le compte rendu ne figure pas dans les annales de la Chambre des députés : il paraît néanmoins au *JO* du 8 février 1919, mais dans sa « partie non officielle ». Les archives de l'Assemblée nationale en conservent les morasses, c'est-à-dire la première version imprimée, avec les corrections typographiques : ce document semble avoir été visé par les autorités américaines, puisqu'il est restitué le 14 février accompagné d'une lettre à l'en-tête significatif : *American Commission to negotiate peace.*

### **Les « quatorze points » du projet de paix de Wilson**

1. Des traités de paix ouverts, négociés librement de manière transparente
2. La liberté de navigation sur les mers
3. La liberté du commerce international
4. La réduction des armements
5. Le règlement des questions coloniales
6. L'évacuation du territoire russe
7. La restauration de la souveraineté belge
8. Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France
9. Le réajustement des frontières italiennes selon le principe des nationalités
10. Le développement autonome des peuples d'Autriche-Hongrie
11. L'évacuation de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro
12. Le développement autonome des nations sous domination turque et le libre franchissement des Dardanelles
13. La renaissance d'un État polonais souverain disposant d'un libre accès à la mer
14. L'institution d'une Société des nations

**« Nous allons faire un monde pour vous  
dans lequel il fera bon de vivre »**

*Discours du Président Wilson,  
le 3 février 1919*

Monsieur le président,

J'ai profondément conscience de l'insigne et extraordinaire honneur que vous me faites en m'admettant parmi vous dans ce lieu et en me gratifiant du privilège de vous adresser la parole du haut de cette tribune historique.

En effet, monsieur le président, de jour en jour, de semaine en semaine, sur cette hospitalière terre de France, j'ai senti à chaque instant l'esprit de bon accord devenir plus vivant, le contact de la sympathie devenir à chaque instant plus intime, et que la signification de l'histoire prenait une singulière clarté. Nous savions, avant cette guerre, que la France et l'Amérique étaient unies par des liens d'affection. Nous connaissons le motif qui a amené ces deux nations l'une vers l'autre, durant ces années qui nous

paraissent maintenant si lointaines, lorsque le monde ressentait alors les premiers frissons de l'impulsion vers la liberté humaine, lorsque les soldats de la France vinrent à l'assistance de la petite République américaine, au milieu de sa lutte, pour l'aider à se maintenir debout et à proclamer l'une des premières victoires de la liberté.

Nous n'avions jamais oublié cela, mais nous n'en avons pas prévu le véritable sens. Cent ans et plus se sont écoulés ; et les fuseaux ont lentement tissé la trame de l'histoire. Nous n'en avons pas vu le dessin jusqu'à ce que les fils se soient croisés et recroisés. Nous ne l'avions pas vu dans son ensemble, tout l'art du dessinateur nous échappait. Car, regardez ce qui est advenu. Dans ces jours si éloignés, lorsque la France vint au secours de l'Amérique, l'Amérique combattait contre la Grande-Bretagne, et maintenant, l'Amérique est aussi étroitement attachée à la Grande-Bretagne qu'elle l'est à la France. Maintenant, nous voyons comment ces fils de l'histoire, en apparence divergents, se sont rejoints. Les nations qui, jadis, se sont affrontées l'une contre l'autre dans les batailles, aujourd'hui, épaule contre épaule, ont fait face à un ennemi commun.

Une longue période de temps s'est écoulée avant que nous ayons vu ceci, et, au cours de ces quatre dernières années, un événement sans précédent est survenu dans l'histoire de l'humanité. Et ce n'est pour rien moins que cela, que les collectivités humaines des deux côtés de l'Océan et de toutes parts dans le monde, se sont dressées pour fonder leur alliance dans la liberté. La France à cette époque comme nous l'avons

souvent répété se tenait debout sur les frontières de la liberté. Ses lignes de défense couraient au long des lignes mêmes qui séparaient le foyer de la liberté du foyer du despotisme militaire. C'est elle que menaçait l'immédiat péril. C'est contre elle que se dressait la perpétuelle menace.

C'est à elle qu'incombait la plus pressante nécessité de la préparation, et elle devait se poser sans cesse cette question : « Si le choc se produit, qui donc viendra à notre secours ? » Et sa question reçut la réponse la plus inattendue. Ses alliés arrivèrent à son secours, et beaucoup d'autres que ses alliés. Les libres peuples du monde vinrent à son aide. Et c'est alors que l'Amérique a payé son tribut de reconnaissance à la France, en envoyant ses fils combattre sur la terre française. L'Amérique a fait davantage. Elle a aidé à réunir les forces du monde, afin que la France ne puisse plus jamais se retrouver dans l'isolement, afin que la France ne puisse plus jamais craindre que le péril retombe sur elle seule, afin qu'elle n'ait jamais à se demander : « Qui donc viendra à mon secours ? »

Car cette anxiété est pour la France une terrible anxiété. Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer qu'en Europe, vers votre Levant, l'avenir est gros de problèmes. Au delà du Rhin, à travers l'Allemagne, à travers la Pologne, à travers la Russie, à travers l'Asie, il y a des problèmes qui sont restés sans solution et qui, pour le moment, restent encore sans solution. La France se tient toujours debout sur sa frontière. La France reste encore en présence de ces problèmes menaçants et non résolus – menaçants parce que non résolus – elle reste dans l'attente de la solution de

questions qui la touchent directement et intimement et incessamment. Et, si elle doit rester seule, que doit-elle faire ?

Elle doit rester constamment armée. Elle doit laisser peser sur son peuple, sans rémission, le fardeau de l'impôt. Elle doit faire un sacrifice qui peut devenir intolérable. Et non seulement la France, mais les autres nations du monde qui doivent faire de même. Elles doivent rester armées de pied en cap ; elles doivent se tenir prêtes pour toute terrible éventualité d'injustice. Voilà qui n'est pas concevable. J'ai visité l'autre jour une partie des régions dévastées de la France. J'ai vu la noble cité de Reims en ruines, et je n'ai pu m'empêcher de me dire à moi-même : « C'est ici que le coup a frappé, parce que les dirigeants du monde n'ont pas prévu à temps le moyen de l'éviter. » Les dirigeants du monde ont pensé aux relations entre les gouvernements et ils ont oublié les relations entre les peuples. Ils ont été préoccupés des manœuvres des combinaisons internationales quand ils auraient dû être préoccupés des destinées des hommes et des femmes et de la sécurité de leurs foyers, et quand ils auraient dû prendre souci de voir leurs peuples heureux parce qu'étant à l'abri du danger. Les dirigeants du monde savent maintenant que le seul moyen d'arriver à ceci est de rendre inévitable que le même fait qui s'est produit aujourd'hui se reproduise toujours, et qu'il n'y ait là-dessus, ni doute, ni attente, ni remise, mais que chaque fois que la France, ou tout autre peuple libre, se trouve menacé, l'univers entier se dresse pour défendre sa liberté. C'est pour cette raison, je pense, que je rencontre en France, pour la Société des nations, un enthousiasme intelligent et chaleureux.

La Société des nations, la France avec sa pénétrante vision, la France avec sa prophétique vision, la voit non seulement comme une nécessité pour elle-même, mais comme une nécessité pour le genre humain. Et elle sait que les sacrifices qui peuvent être nécessaires à l'établissement de la Société des nations n'ont rien qui puissent se comparer aux sacrifices qui deviendraient nécessaires, si elle n'avait pas la Société des nations. Un peu d'abandon de son indépendance d'action ne peut pas être mis en parallèle avec l'incessante menace d'une autre catastrophe.

Le monde entier a été atteint au cœur en voyant les belles cités et les champs de la France frappés par la catastrophe. Il n'y avait pas de plus beau pays. Il n'y avait pas non plus de pays plus prospère, il n'y avait pas davantage de peuple animé d'un esprit de liberté plus ardent. Le monde entier admirait la France et personne dans le monde n'avait d'amertume contre la France pour sa grandeur et sa prospérité, sinon ceux-là qui jalouaient sa liberté. Et nous avons reçu cette leçon, si terrible qu'elle ait pu être : d'avoir été témoins de ce qui est arrivé, d'avoir vu de nos propres yeux ce qui s'est produit parce que l'injustice avait été commise. Le président de la Chambre a dépeint, comme je ne peux pas les dépeindre moi-même, les souffrances inouïes, la terrible tragédie de la France, mais c'est une tragédie qui ne doit pas se revoir. De même que ce dessin sur la trame de l'histoire s'est révélé, il a mis à jour les cœurs des hommes qui ont été amenés les uns vers les autres, la fraternité est devenue vivante. Le but de l'association est devenu évident. Les nations du monde sont sur le point de cimenter une fraternité qui rendra dans l'avenir inutile de maintenir

ces armements écrasants, qui font souffrir les peuples dans la paix presque autant qu'ils souffrent dans la guerre.

Quand les soldats de l'Amérique ont franchi l'Océan, ils n'ont pas seulement avec eux apporté leurs armes. Avec eux, ils apportaient une brillante conception de la France. Ils débarquaient sur le sol de la France avec des battements de cœur plus vif, ils savaient qu'ils venaient pour l'accomplissement de quelque chose que l'âme de l'Amérique souhaitait accomplir depuis longtemps. Lorsque le général Pershing, se tenant au pied de la tombe de La Fayette, a dit : « La Fayette, nous voici ! » ce fut comme s'il avait dit : « La Fayette, voici la conclusion de la grande histoire dont tu nous as aidés à parachever le premier chapitre ! »

Le monde a vu le grand complot faire faillite, et maintenant le peuple de France peut demeurer certain que sa prospérité est garantie parce que ses foyers sont garantis, et partout les hommes souhaitent non seulement la sécurité et la prospérité de la France, mais ils sont prêts à lui affirmer qu'avec toute la force et la richesse dont ils disposent ils garantiront sa sécurité et son intégrité.

Ainsi, lorsque nous siégeons, jour après jour au Quai d'Orsay, je pense en moi-même : « Nous pourrions, si nous arrivions à nous faire entendre par les peuples libres de l'univers, emprunter le langage du général Pershing, et dire : “Nous voici, amis, hommes, humbles femmes, petits enfants, nous sommes ici vos amis, vos champions, vos représentants. Nous allons faire un monde pour vous dans lequel il fera bon de

vivre et au milieu duquel toutes les nations pourront jouir de l'héritage de liberté que la France et l'Amérique et l'Angleterre et l'Italie ont si chèrement payé !' » »

## Table des matières

	Pages
Préface, par Bernard Accoyer, <i>Président de l'Assemblée nationale</i> .....	7
Wilson dans l'hémicycle .....	13
« Nous allons faire un monde pour vous dans lequel il fera bon de vivre » .....	21
<i>(Discours du Président Wilson, le 3 février 1919)</i>	